

TERMES DE RÉFÉRENCE

Évaluation-capitalisation finale externe

Projet « Alliance transformative. Le réseau Alliance Droits et Santé : un mouvement collectif pour accélérer la progression des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles en Afrique de l’Ouest»

Juillet 2025

I. Contexte, historique et acteur.rices impliqué.es

1.1 Présentation d’Equipop

1.1.1. Mission / objectifs de la structure, organisation interne, intégration de l’approche genre dans la structure et/ou les actions

Depuis 1993, Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance financière et technique, construction de partenariats et soutien à l’action collective pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde, en particulier les droits et la santé sexuels et reproductifs.

La vision qui guide notre action est un monde où tous les êtres humains ont leurs droits respectés, y compris leurs droits sexuels et reproductifs, et ont la possibilité de participer activement à des sociétés justes et durables.

Equipop promeut des valeurs féministes et place et place l’approche genre au cœur de ses interventions.

Equipop est une structure qui s’appuie sur une cinquantaine de salarié-e-s réparti-e-s au Burkina-Faso, en France et au Sénégal. La structure est construite autour de 5 pôles (Plaidoyer / Expérimentations et Savoirs / Empouvoirement / Communication / Administration et Finances) qui s’appuient sur une approche systémique du changement et sur des disciplines complémentaires (sciences politiques, santé publique, socio-anthropologie, psychologie sociale, communication, gestion et management).

Pour réaliser sa mission, Equipop décline son action en trois axes qui structurent la théorie du changement de l’organisation :

- **impulser** en partenariat avec des acteurs et actrices de terrain, des dynamiques de changement social aux différentes échelles d'un territoire et contribuer à la production et la diffusion de connaissances en articulant militantisme, recherche et plaidoyer
- **mobiliser** les responsables politiques et les citoyen.es pour défendre les droits des femmes et plus largement pour que les approches féministes nourrissent la construction de nos sociétés / pour créer un environnement institutionnel et juridique plus favorable ;
- **empouvoier et ressourcer** les activistes et les associations en les soutenant financièrement et techniquement, en amplifiant leurs voix et en renforçant les actions collectives transnationales

Concernant ce troisième axe, Equipop se positionne comme une organisation de soutien aux mouvements et associations des sociétés civiles notamment ouest-africaines. Depuis sa création, si elle a noué et développé des partenariats dans la durée, elle a aussi créé de nouveaux partenariats tout en diversifiant son travail de soutien aux associations et activistes pour répondre à l'ensemble des besoins exprimés, du renforcement organisationnel à l'action collective. L'accompagnement des partenaires et les dynamiques d'apprentissage occupent donc une place importante dans la stratégie globale de la structure ainsi que dans les projets menés. Aujourd'hui et actuellement, Equipop apporte des soutiens à plus de 200 structures (associations, mouvements féministes, collectifs et réseaux nationaux) dans 8 pays d'Afrique de l'ouest. Elle accompagne et soutient également des réseaux transnationaux comme Alliance Droits et Santé ou des réseaux de jeunes féministes en Afrique de l'Ouest.

1.1.2. Budget global et part relative au domaine d'intervention concerné

Le budget global d'Equipop en 2023 était de 5,8 millions d'euros. Les ressources proviennent pour 52% de fonds privés issus notamment d'associations et de fondations internationales, 39% proviennent des institutions de la coopération bilatérale française et 7% proviennent des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations Unies, Organisation Ouest Africaine de la Santé).

Le budget du projet « Alliance transformative. Le réseau Alliance Droits et Santé : un mouvement collectif pour accélérer la progression des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest » pour ses 3 années d'exécution (du 1er août 2022 au 31 juillet 2025 - avec extension possible jusqu'en décembre 2025) est de 2 216 459 € avec un cofinancement de l'AFD (1 300 000 euros soit 60%), de Hewlett foundation (405 600 euros soit 20%) et d'Amplify Change (455 860 euros soit 20%).

Alliance Transformative est un projet multi-pays et multi-composantes, structurant pour Equipop et les membres du réseau. Les financements AFD et Hewlett et les activités y afférents sont sous la responsabilité et la gestion d'Equipop alors que les financements Amplify Change et les activités y afférents de la responsabilité et sous la gestion de l'ASMADE (Burkina Faso) en consortium avec SOS JD (Burkina Faso) et le RAES (Sénégal) jusqu'en août 2023.

1.1.3. Intégration d'une approche genre

Pour l'ensemble de ses programmes, Equipop puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts des populations. Elle s'appuie ainsi sur l'approche genre. Cette dernière a amené Equipop et ses partenaires à faire des jeunes et adolescent.e.s des cibles prioritaires de leurs actions, à promouvoir et développer des approches innovantes encore peu répandues dans le monde francophone en matière de communication pour le changement social. C'est également une analyse de la situation intégrant le genre qui a contribué à concevoir **la stratégie qui sous-tend ce projet dont la visée est de soutenir la force transformative des mouvements collectifs de la société civile, notamment les**

organisations du réseau Alliance Droits et Santé, pour accélérer la progression des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest.

En termes d'expertise, l'équipe est composée de plusieurs personnes diplômées d'un doctorat ou d'un Bac plus 5 en études genre, d'une référente genre et approche féministe à temps plein et la quasi-totalité de l'équipe d'Equipop affectée au projet a été formée et est formée en continue (via des formations externes ou en interne) en matière de genre et développement et d'intégration du genre dans les actions. Enfin, dans les processus opérationnels Equipop, tout comme ses partenaires, a le souci d'impliquer dans les actions des acteurs et actrices des deux sexes et de tendre vers la parité ou de promouvoir spécifiquement l'empouvoirement et la participation des femmes et des filles lorsqu'il s'agit de participer à des événements internationaux, de prendre part à des tables rondes, d'intervenir dans les médias, que ce soit en interne ou avec les cibles et bénéficiaires.

L'équipe d'évaluation externe devra maîtriser les approches genre et les considérer dans leur perspective politique visant des changements sociaux systémiques (notamment dans les relations de pouvoirs) pour l'égalité.

1.1.4. Les AOC au coeur des pratiques de suivi, évaluation, capitalisation au sein de l'organisation commanditaire

Equipop intègre dans l'ensemble de ses projets un volet suivi-capitalisation en y associant un budget avec notamment des ressources humaines, des coûts d'animation et de production de connaissances. En termes d'expertise, l'équipe est composée de deux personnes à temps plein sur les questions de suivi-capitalisation en charge d'accompagner les équipes projets et les partenaires dans la formalisation des dispositifs de suivi - capitalisation et le cadrage, dans la facilitation, la production et la gestion des connaissances. Le pôle communication intervient de façon rapprochée aux étapes de production et de partage des produits.

Les approches orientées changement (AOC) qui permettent au-delà des résultats quantitatifs liés au cadre logique voire des critères d'évaluation classique CAD - OCDE d'apprécier et de documenter les transformations sociales individuelles et collectives nécessaires à la création d'un environnement favorable aux Droits et à la santé sexuels et reproductifs (DSSR) et à l'égalité entre les hommes et les femmes, ont été systématisées à Equipop.

Chaque nouveau projet intègre un dispositif de suivi-capitalisation approches orientées changement qui est co construit avec les partenaires et acteurs.rices des projets et qui permet de suivre les processus mis en oeuvre pour atteindre les changements visés de façon consensuelle sur le base de chemin de changement élaborés en début de projet. Ces approches impliquent l'ensemble des acteurs et actrices des projets et permettent de développer un dialogue continu avec les parties prenantes. La mise en oeuvre de ces approches très participatives implique que les parties prenantes y compris les bénéficiaires contribuent à la création de connaissances et mettent en avant les savoirs expérientiels aux côtés des savoirs biomédicaux et académiques. Les expériences ont également montré que les AOC et les dispositifs mis en place par Equipop et ses partenaires contribuent à l'empouvoirement des personnes qui y participent et y contribuent.

La présente évaluation externe d'Alliance Transformatrice doit prendre en compte la visée transformatrice des actions et des activités mises en oeuvre et s'inscrire dans une démarche d'apprentissage collectif.

1.2. L'origine et le contexte du projet

1.2.1. Contexte

Le contexte ouest-africain dans lequel intervient le projet est une zone de pays en développement caractérisée par la jeunesse de sa population, des inégalités femmes-hommes particulièrement fortes et des indicateurs dans les domaines des DSSR (notamment des jeunes filles) qui restent préoccupantes.

On peut également relever un manque de connaissances sur les DSSR, la circulation de fausses informations et de rumeurs défavorables ainsi que le caractère tabou des thématiques relevant de la sexualité, du droit des femmes à disposer de leur corps, des rapports de pouvoirs entre les hommes et les femmes, les jeunes et les adultes. Les structures sanitaires restent faibles et peu adaptées aux besoins et contraintes spécifiques des adolescent.e.s et jeunes, en particulier des filles. On note aussi que les programmes d'éducation complète à la vie affective et sexuelle de qualité sont rares et/ou vivement critiqués par les opposants. Par ailleurs, les programmes et services de santé reproductive peinent à toucher les adolescent.e.s et jeunes, en particulier certaines catégories en situation de vulnérabilité (10-14 ans, déscolarisé.e-s, vivant sans leur parents, vivant en milieu rural, vivant avec handicap, adolescentes mariées et/ou mères...).

Si les pays concernés ont ratifié les textes internationaux (CEDEF¹, CIDE²) et régionaux (Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique ou protocole de Maputo) et se sont dotés de politiques et programmes de santé sexuelle et reproductive y compris pour les adolescent.es et jeunes, leur opérationnalisation souffrent d'insuffisances qui ralentissent la mise en place de réponses mieux ciblées et adaptées (manque de moyens humains, techniques et financiers, faiblesse d'affectations budgétaires directes pour la SR, large dépendance du financement de la SR aux ressources extérieures, absence de décrets d'application, méconnaissance des textes -non traduits en langues locales- y compris par les institutions censées les faire appliquer).

¹ Convention sur l'élimination de toutes discriminations à l'égard des femmes

² Convention internationale des droits de l'enfant

Dans un tel contexte, les organisations de la société civile (OSC) qui interviennent dans le domaine des DSSR dans les territoires au plus près des populations mais aussi en tant que contre-pouvoir et pour le suivi des engagements des états (redevabilité) sont des actrices incontournables pour formuler une réponse efficace et accélérer les processus de changement. Ces organisations nationales qui peinent à capter les ressources financières internationales mettent beaucoup d'énergie sur ces thématiques parfois au détriment de leur développement organisationnel. Ainsi, malgré leur connaissance fine du terrain et leurs capacités à mobiliser, ces OSC doivent être soutenues pour poursuivre leurs actions sur le terrain et en termes de plaidoyer tout en se renforçant pour construire des actions individuelles et collectives impactantes et génératrices de changement. Leur consolidation reste un prérequis pour assurer à long terme la qualité des actions menées, la pérennité des projets associatifs et pour favoriser la mise en réseau.

Enfin, dans des contextes où les espaces civiques se restreignent en raison de l'insécurité et de l'instabilité politique (comme au Mali, Niger et Burkina Faso qui ont connu des coups d'états et l'installation de régimes militaires pendant le projet avec une baisse de l'aide publique au développement) ou d'un contexte général de backlash (comme au Sénégal avec la montée des conservatismes et extrémisme religieux), leur rôle et la nécessité de leur durabilité deviennent de plus en plus cruciaux.

La présente évaluation-capitalisation d'Alliance transformative devra prendre en compte ce contexte particulier et s'inscrire dans une démarche réflexive visant à questionner le rôle de réseaux régionaux forts pour maintenir les acquis et prévenir la dégradations des DSSR et la montées des VSS.

1.2.2. Historique du réseau Alliance Droits et Santé

Les liens de partenariat entre les structures membres du réseau Alliance ont un historique qui remonte à plusieurs années. Le réseau Alliance Droits et Santé est né en 2013, suite à la volonté d'Equipop et de 3 de ses partenaires "opérationnels" historiques (CÉRADIS au Bénin, l'ASMADE au Burkina et Lafia Matassa au Niger) de développer des liens plus forts et de construire un collectif à l'échelle transnationale sur la question des droits et de la santé des femmes et des filles. Plus spécifiquement, il s'agissait à partir d'un noyau dur de partenaires qui avaient l'habitude de collaborer en binôme ou en consortium sur la base de valeurs communes de construire un partenariat de long terme qui dépasse la relation projet et qui permettent d'élargir la base sociale des actions pour la promotion des DSSR notamment des jeunes filles et de certaines approches comme l'intégration du genre. Le réseau a commencé à se construire sur 3 pays : le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. Entre 2015 et 2018, il s'est étendu à 3 autres pays : la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal). Actuellement, il couvre 6 pays et se compose de 22 associations Equipop inclus. Dans chaque pays, 3 types de structures sont membres du réseau : OSC nationale experte technicienne des DSSR, organisation ou mouvements de jeunesse et une organisation ou mouvement féminin de défenses des droits humains et des femmes. (cf. tableau ci-dessous et [carte des pays et des membres Alliance](#)).

Tableau 1 - Membres de l'Alliance par pays et nature de la structure (en vert les leads "Alliance pays)

Pays	ONG techniciennes DSSR	Associations, mouvements de Jeunes	Association, mouvements de défense des droit des Femmes

Bénin	CeRADIS Centre de réflexion et d'actions pour le développement intégré et la solidarité	Scoutisme béninois	BACAR Bureau d'appui-conseils d'Afrique pour les réalisations
Burkina Faso	ASMADE Association Songui Manégré / Aide au développement endogène	SOS JD SOS Jeunesse et Défis	MMF/ANBF La marche mondiale des femmes / Action nationale du Burkina Faso
Côte d'Ivoire	ASAPSU Association de soutien à l'autopromotion sanitaire urbaine	MESSI Mission des jeunes pour l'éducation, la santé, la solidarité et l'inclusion	AFJCI Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire
	ONEF Organisation nationale pour l'enfant, la femme et la famille	RIJES Réseau ivoirien des jeunes contre le Sida	LEADAFRICAINES Réseau régional pour l'étude et la promotion du leadership féminin
Mali	AMSOPT Association malienne pour le suivi et l'orientation des pratiques traditionnelles	AJCAD-Mali Association des jeunes pour la citoyenneté active et la démocratie	Groupe Pivot droits et citoyenneté des femmes
Niger	Lafia Matassa	Scouts du Niger	CONGAFEN Coordination des organisations non gouvernementales et associations féminines nigériennes
Sénégal	RAES Réseau africain pour l'éducation à la santé	JeD Jeunes et développement	RSJ Réseau Siggil Jigéen
France	Equipop		

Entre 2013 et 2015, un premier soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG) a permis la formalisation du réseau et de ses valeurs ainsi que la mise en oeuvre d'une première série d'actions communes et d'activités de renforcement des capacités. Cette étape a donné lieu à [une capitalisation et des réflexions](#)³ sur la base desquelles les grands principes d'action du réseau et un premier programme pluriannuel ambitieux ont vu le jour.

Entre 2015 et 2018 en grande partie dans le cadre des programmes « Mobiliser en faveur des DSSR : une Alliance pour les femmes et les filles d'Afrique » (avec le soutien de l'Agence Française de développement -AFD- et de le FBMG en consortium avec pour cheffe de files Equipop) et le programme "Impulser des transformations sociales qui changeront durablement la donne en matière de droits et santé sexuels et reproductifs" (avec le soutien d'Amplify Change en consortium avec l'ASMADE en cheffe de file), le réseau s'est élargi au Sénégal (avec deux nouveaux membres), au Mali (avec 3 nouveaux membres) et à la Côte d'Ivoire (avec 6 nouveaux membres). Les actions menées sur

³ "Améliorer la santé et le statut des femmes en Afrique de l'Ouest : Quand l'union fait la force", Equipop, Série Evaluation - capitalisation, 2015 https://equipop.org/publications/rapport_capitalisation_alliance_2013-2015.pdf

cette période ont permis de renforcer des engagements politiques et financiers des gouvernements et des collectivités locales en faveur des DSSR dans les pays et de développer les capacités d'action et de mobilisation des membres et du réseau à travers des appuis au développement organisationnel et à la mise en oeuvre de dispositif d'amélioration continue de la qualité. L'appui à la mobilisation et la diversification de ressources additionnelles des membres du réseau pour les DSSR et notamment des jeunes a été une forte préoccupation lors de cette étape. Au niveau régional, la campagne de plaidoyer et de communication [“Génération PF : ensemble choisissons l'avenir”](#) a eu des retombées satisfaisantes. Cette étape a également permis la production collective de connaissances et la publication-diffusion de plusieurs supports de communication, capitalisation ou études comme par ex :

- *Mobiliser les communes d'Afrique de l'Ouest francophone : un guide de plaidoyer communal en santé sexuelle et reproductive*, série Evaluation et capitalisation Equipop, 2018⁴
- *La Côte d'Ivoire en marche pour la santé sexuelle et reproductive : opportunités et défis*, février 2018⁵
- [Autonomisation des femmes et contraception en Afrique de l'Ouest : les Voix du changement](#)⁶
- le Film de capitalisation : [“Contraception et autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest : les OSC se mobilisent”](#)⁷

Mais aussi des factsheet, des vidéos “témoignage” et accompagnement et des émissions de radio.

Entre 2018 et 2021, et en grande partie dans le cadre du programme *“Change Lab : Favoriser l'innovation et accompagner le développement des capacités des OSC ouest-africaines pour la mobilisation sociale et politique en faveur des DSSR et de la PF”* (avec toujours le soutien de la FBMG, de l'AFD mais aussi de la Fondation Hewlett en consortium avec pour cheffe de file Equipop), Equipop et les membres du réseau ont pu mettre en oeuvre dans chacun des pays de l'Alliance un projet à haut impact, contextualisé, situé et co-construit avec les parties prenantes pour l'amélioration des DSSR des adolescent.es et jeunes dans le cadre du dispositif *equipop lab* et de son fonds Innovation. Les membres ont également pu continuer leur développement organisationnel grâce au fonds DO et au dispositif SCAN pour l'amélioration continue de la qualité. Cette étape a également vu la mise en place du label Ampli qui vient apporter une reconnaissance des structures membres de l'Alliance qui ont mis en oeuvre plusieurs cycles de projet d'amélioration prioritaire organisationnelle (dans les domaines de l'administration et des finances, de la communication, de la gestion des ressources humaines, de la stratégie, etc ...).

Le projet a permis entre autre : 1) l'incubation et la mise en oeuvre de 6 projets nationaux de mobilisation politique et sociale qui ont mis l'accent sur l'empouvoirement des jeunes pour des changements systémiques et durables en faveur des DSSR et de l'égalité avec les fonds “INNOvation” (cf. fiche [L'Empouvoirement des jeunes pour une approche transformative des DSSR - Change Lab](#)⁸ et fiches de capitalisation des 6 projets dont les liens sont en annexe 1; 2) l'incubation et la mise en oeuvre de 2 campagnes régionales ; l'une de communication [#JeVeuxSavoir](#)⁹ pour accompagner et préparer le terrain pour la seconde de plaidoyer pour la promotion de l'éducation

⁴ https://equipop.org/publications/guide_plaidoyer_communal_Afrique_Ouest_Francophone.pdf

⁵ https://equipop.org/publications/guide_plaidoyer_DSSR_RCI_.pdf

⁶ https://equipop.org/publications/champions-championnes-PF_Temoignages.pdf

⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=SbFQ3nSKiJ0>

⁸ <https://equipop.org/wp-content/uploads/2022/10/Fiche-Capitalisation-Generique.pdf>

⁹ <https://equipop.org/campagne/jeveuxsavoir/>

complète à la sexualité ; 3) l'identification et la mise en œuvre de 18 plans d'actions prioritaires pour le développement organisationnel avec le fonds DO.

A la suite de Change Lab, Le réseau a souhaité aller plus loin dans son engagement en faveur des droits des femmes et des filles dans la région, et développer la portée de ces actions aux niveaux national, régional et international tout en réfléchissant à sa durabilité. Une troisième étape avec Alliance Transformative a donc été co-construite.

1.2.3. Justifications de la phase actuelle (3ème et dernière phase vis à vis de l'AFD)

Depuis quelques années, le réseau s'implante sur la scène régionale et internationale (représentation aux dernières rencontres annuelles du Partenariat de Ouagadougou, participations aux rencontres de la CIPD, implication dans la campagne de plaidoyer sous régionale coordonnée par l'UNESCO avec UNFPA pour la promotion de l'ECS en Afrique de l'Ouest, membre du cluster DSSR lors l'événement international "Génération Egalité" accueilli par la France en juillet 2023, etc ...). Il est un des seuls réseaux en Afrique de l'Ouest à investir ses efforts sur la question de la progression des droits des femmes et des filles notamment en matière de DSSR. Aujourd'hui, **la vision d'Alliance Droits et Santé est de développer "un réseau d'organisations performantes et porteuses de dynamiques innovantes et de changements sociaux favorables à l'avènement d'un monde où les femmes et les filles d'Afrique de l'Ouest jouissent d'une santé sexuelle et reproductive épanouie et où leurs droits sont garantis"**. Le réseau se donne la mission d'encourager les populations (hommes, femmes, jeunes, urbaines, rurales, alphabétisées ou non, décideur-e-s) à mieux participer aux changements, tout en jouant un rôle déterminant dans la mobilisation sociale et politique en faveur de la santé de la procréation et des droits des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest". Son action repose sur des valeurs de participation et de solidarité, d'égalité et d'équité, de responsabilité et d'engagement.

Le programme Alliance transformative (2022-2025) représente une troisième phase de développement du réseau visant spécifiquement à consolider un mouvement collectif pour accélérer la progression des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest. Elle paraissait indispensable pour renforcer le positionnement national, régional et international du réseau et de ses membres comme acteur clé et expert de la défense des DSSR des femmes et des filles dans la région dans une approche genre et droits humains, pour assurer un changement de position dans le leadership du réseau et pour en valoriser les expertises internes. Outre sa vocation à améliorer la prise en compte des DSSR dans les enjeux politiques et programmatiques à différentes échelles, il constitue ainsi un levier pour renforcer l'expertise et le leadership du réseau et de ses membres.

Cette phase et le projet Alliance transformative ont été envisagés (avant le durcissement du contexte en termes de backlash, de montées des mouvements anti-droits et de restrictions budgétaires) comme étant probablement la dernière étape sous sa forme originelle (avec Equipop qui assure la grande part de l'accompagnement technique et de la mobilisation des ressources) et une transition vers d'autres formes de gouvernance dans laquelle les membres nationaux ouest africains doivent prendre toute leur place avec une organisation et une gouvernance à définir par eux mêmes.

Alliance Transformative, son contenu et ses activités spécifiques se basent sur les résultats des phases précédentes et en particulier sur les conclusions de l'évaluation externe de Change Lab réalisée en 2021 par une équipe de consultant-e-s indépendant-e-s. Les principales recommandations faites pour accompagner **la structuration et l'autonomisation du réseau** qui ont été intégrées à Alliance Transformative, **étaient :**

- La prise en compte de RH de soutien suffisantes notamment dans le domaine du plaidoyer pour renforcer les activités liées directement au plaidoyer et l'appui technique aux membres.
- La poursuite de l'appui au développement organisationnel et technique en intégrant le développement d'appui technique en fonction des besoins exprimés par les partenaires et l'inclusion plus significative des approches, outils, méthodologies et stratégies genre dans les organisations des membres.
- Le renforcement du rôle des expert-e-s AOC du réseau dans l'animation du club métier AOC, dans la définition des mécanismes du guichet S&E/capit et dans la réponse aux demandes de DO orientées sur les AOC.
- Le décroissement de l'accompagnement technique d'Equipop au profit de la prise d'initiative des OSC qui doivent être en mesure de rentabiliser / valoriser les acquis consécutifs à l'accompagnement technique (principe de la responsabilisation et de la libération d'espace) et de mise en avant de leurs expertises.
- La prise en compte des parents en tant qu'acteur-trices-s stratégiques et la diversité des territoires et l'équité territoriale (urbain et rural) à travers les actions innovantes de mobilisation citoyenne et de dialogue politique développés par les partenaires à l'échelle des pays.

1.2.4. Alliance transformative : logique d'intervention et contenu

Cadre général

Ce projet s'inscrit donc dans la continuité des deux précédentes phases et poursuit l'objectif de favoriser le développement **des capacités d'action collective en mobilisation citoyenne et politique des OSC membres du réseau, leur développement organisationnel et technique, la production et la circulation des connaissances.**

Le projet Alliance Transformative intervient comme les précédents à l'échelle régionale en Afrique de l'Ouest ainsi qu'aux échelles nationales des pays concernés (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal), dans des contextes qui ont été rappelés ci-dessus (cf. point 1.2.1).

Dans l'écosystème des projets d'Equipop, ce projet est coordonné par le pôle Empouvoirement (ex Innovation et accompagnement) qui cherche à renforcer le pouvoir transformatif et les capacités d'action des mouvements de la société civile ouest africaine. Au niveau global, en conformité avec l'enjeu d'autonomisation du réseau et de gouvernance partagée, la coordination du projet a été et est assurée de manière conjointe par plusieurs structures :

- Asmade, Equipop, SOS JD et RAES jusqu'à septembre 2023.
- Asmade, Equipop et SOS JD depuis septembre 2023 ; RAES ayant dû revoir à la baisse son engagement dans Alliance Transformative en termes de coordination et de cheffe de file d'activités de communication mais est resté actif en tant que membre.

Aux niveaux nationaux, les activités du projet sont coordonnées par l'OSC Lead désignée conjointement par les membres au niveau local (cf. Tableau 1 ci-dessus). Ce projet opère en tenant compte de deux éléments essentiels pour renforcer le réseau : sa gouvernance et son positionnement stratégique.

Comme dans les phases précédentes :

- **les bénéficiaires direct-es sont** 22 OSC de femmes, de jeunes et techniciennes DSSR ; 1 réseau régional (Alliance Droits et Santé) ; 25 000 jeunes et adolescent-e-s

- **les bénéficiaires indirect-es** : toutes les femmes et les filles des pays d'intervention, soit plus de 60 millions (données Banque Mondiale 2020)¹⁰

Logique d'intervention résumée

Le projet "Alliance Transformative" vise à **soutenir la force transformative des mouvements collectifs de la société civile pour accélérer la progression des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest.**

Ses objectifs spécifiques sont de :

Objectif spécifique 1 : Soutenir les capacités d'action collective en mobilisation citoyenne et politique des OSC membres du réseau pour que les DSSR des femmes et des filles soient mieux intégrés aux enjeux politiques et programmatiques au niveaux national, régional et international

Les deux résultats attendus et activités sous cet OS1 sont :

Résultat 1.1 : Les membres du réseau Alliance développent une connaissance fine et actualisée des contextes nationaux et régionaux et construisent une réponse adaptée aux enjeux et opportunités

- *Analyse des contextes et enjeux prioritaires nationaux en matière de DSSR/ECS*
- *Renforcement des synergies d'actions avec les grands ensembles*
- *Participation aux actions et événements régionaux de plaidoyer clés et aux événements "grand public" culturels et artistiques (foires, festival, expositions...)*
- *Production de documents de positionnement nourris par les actions de mobilisation citoyenne pays et par les évidences*
- *Mise en place et animation d'une veille informationnelle sur les DSSR et opportunités de mobilisation citoyenne et politique dans les pays et au niveau régional*

Résultat 1.2 : Les membres du réseau Alliance investissent leurs efforts dans des actions collectives de mobilisation citoyenne et de dialogue politique transformatifs, aux échelles locales, nationales et régionales

- *Appuyer l'internalisation des outils numériques CLV dans les actions innovantes de mobilisation citoyenne et de dialogue politique dans les pays de mise en œuvre*
- *Soutenir les actions innovantes de mobilisation citoyenne et de dialogue politique (guichet actions collectives, guichet fonds stratégiques)*
- *Organiser un lab multipartenaires d'incubation de campagne régionale du réseau*
- *Mettre en œuvre la campagne régionale du réseau*
- *Implication d'un réseau de journalistes pour accompagner le Plaidoyer régional*

Objectif spécifique 2 : soutenir le développement organisationnel et technique des membres du réseau, la production et la circulation des connaissances au sein du réseau pour renforcer son expertise et l'affirmation de son leadership sur les questions des DSSR des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest.

¹⁰ Niger : 12 036 471 ; Mali : 10 105 660 ; Burkina : 10 458 570 ; Côte d'Ivoire : 13 077 900 ; Sénégal : 8 573 150 ; Bénin : 6 068 950

Les deux résultats attendus et activités sous cet OS2 sont :

Résultat 2.1 : Les OSC membres du réseau Alliance, et le réseau lui-même, bénéficient d'un soutien au développement organisationnel et technique.

- *Réalisation des auto-diagnostics des besoins en DO des membres du réseau, basé sur la méthodologie EFQM, pour développer des plans de renforcement organisationnel*
- *Accompagnement technique et financier à la mise en oeuvre des projets d'amélioration prioritaires (PAP) (Fonds DO)*
- *Mise en oeuvre du processus de certification du Label Ampli des membres du réseau*
- *Mise en place et animation des clubs métiers régionaux (DO, AOC, plaidoyer, communication, MR, Admin-Fin)*
- *Mettre en place un système d'appui en mobilisation de ressources (MR) pour les membres, avec l'organisation de Lab d'incubation 2.0 ou présentiels*
- *Formaliser la gouvernance et assurer le fonctionnement du réseau*

Résultat 2.2 : La production et la circulation des connaissances et des expertises au sein du réseau et à l'extérieur est développée.

- *Identification des expertises et outils DSSRAJ au sein du réseau et la mise en place d'un répertoire des expertises et personnes ressources.*
- *Mise en place d'un fond d'appui à l'apprentissage et l'innovation (AppInnov)*
- *Internalisation du répertoire des pratiques inspirantes au sein du réseau.*
- *Mise en place d'un centre de ressources régional sur la question du genre et des jeunes*
- *Faciliter la participation à la dynamique collective du réseau des membres bénéficiaires de soutien et de financements*
- *Soutien à la production des contenus pour l'alimentation régulière du site web et des réseaux sociaux de l'Alliance.*
- *Mise en place d'un système collectif de suivi-évaluation/capitalisation*

Le mode opératoire de ce programme repose largement sur différents fonds mis en place (DO, AppInnov, Actions collectives, Partenariats Stratégiques et animation nationale et des groupe de travail) et des mécanismes de rétrocession aux membres individuellement ou collectivement destinés à appuyer l'opérationnalisation des activités et à apporter ses expertises dans la mise en oeuvre des activités concernées (cf. encadré ci-dessous). Ces fonds sont gouvernés et administrés collectivement ou par des structures / personnes membres désignées ou élues.

LE FONDS DO (Développement organisationnel) : initié dès le début de l'Alliance et formalisé dans dans le cadre de la phase précédente (projet Change Lab), il vient **soutenir les chantiers de développement organisationnel et technique des partenaires**. Un accompagnement à l'auto diagnostic organisationnel qui débouche sur l'identification de projets d'action prioritaire (PaP) à mettre en oeuvre est proposé à chaque membre. La mise en oeuvre des PaP est appuyée techniquement et financièrement de façon itérative pour une amélioration continue.

LE FONDS APPINNOV (Apprentissage par l'innovation) : est mis en place pour la première fois dans le cadre d'Alliance Transformatrice. Il vise à soutenir la montée en expertise des membres du réseau, renforcer la dynamique interne de co-renforcement et d'innovation méthodologique par

l'appropriation en particulier des approches orientées changement (AOC), l'intégration du genre à visée politique et les approches jeunes.

LE FONDS ACTION COLLECTIVE : sur la base d'analyses fines de contexte réalisées aux niveaux régional et national et des enjeux prioritaires identifiés (ECS, VBG, Accès aux services et/ou aux informations, soutien aux actions militantes des filles, travail autour de l'avortement sécurisé...), le fonds Actions collectives vise à soutenir des plans d'actions innovantes de mobilisation citoyenne et de dialogue politique initiés et formalisés par les membres de l'Alliance au niveau de chaque pays d'intervention.

LE FONDS PARTENARIAT STRATÉGIQUE : sur la base d'objectifs et de valeurs communes Equipop développe avec certains de ces partenaires des partenariats sur le long terme qui dépassent la collaboration en mode projets et qui s'inscrivent dans la durée et la réciprocité. Dans le cadre d'Alliance Transformatrice, 4 structures sont concernées par un partenariat stratégique (AFJCI et RIJES en Côte d'Ivoire, AJCAD au Mali et JED au Sénégal)

APPUI À L'ANIMATION DES BRANCHES NATIONALES DU RÉSEAU : ce fonds est destiné à l'OSC assurant le rôle de lead pays pour assurer et appuyer l'animation dans chaque pays des branches nationales (frais de réunions, de ressources humaines dédiées, communication, participation à des événements pour apporter la contribution d'Alliance et assurer sa visibilité.

APPUI À L'ANIMATION DES GTT (Groupes de travail thématique / clubs métiers)

En fonction des ressources mobilisées via les projets du réseau, une enveloppe budgétaire est prévue pour permettre le versement d'une "prime de participation active" aux membres les plus actifs des GTT.

1.2.5. Présentation de l'organisation interne et partenariale

Les modalités de gouvernance et de pilotage du projet sont partagées et collaboratives. D'abord parce que ce projet est à destination du réseau Alliance et parce que c'est une volonté de la majorité des membres, mais aussi parce qu'une partie du financement de l'action est apporté par le consortium ASMADÉ (cheffe de file), SOS JD et RAES via un financement de AmplifyChange.

Les instances de gouvernance du réseau Alliance ne doivent pas être confondues avec les instances de gouvernance et de pilotage du présent projet, même si des interactions étroites existent entre elles.

- a) **La gouvernance du réseau Alliance** est assurée par 3 instances que sont l'Assemblée Générale (AG), le Conseil de l'Alliance (CA) et les Alliances pays. **L'AG** est l'instance suprême qui regroupe tous les membres du réseau. Elle valide toutes les décisions du réseau et se réunit une fois par an. **Le CA** est l'organe dirigeant et d'exécution chargé de la mise en œuvre des décisions et recommandations de l'AG. Il est composé de membres élus par l'AG pour un mandat déterminé. En outre, le CA prépare la tenue des AG et décide au besoin de la mise en place de comités ad hoc. Il est assisté dans ses tâches par un-e secrétaire technique. **L'Alliance pays** regroupe les organisations membres du réseau à l'échelle d'un pays. Elle joue le rôle de relais d'information entre le CA et les membres. Elle met en œuvre un plan de

travail annuel conformément aux orientations du CA. Les activités de l'Alliance pays sont coordonnées par le/la référent.e pays.

- b) En ce qui concerne **la gouvernance et le pilotage du projet Alliance Transformative** :
- Il existe **deux équipes de gestion de chaque co-financement** ; une équipe consortium de gestion du cofinancement Amplify (**Asmade** cheffe de file, **RAES, SOS/JD**) ; une équipe **Equipop** de gestion des cofinancements AFD et Hewlett
 - Réunies au sein d'une **équipe de coordination** globale du projet Alliance Transformative, elles sont chargées de rendre compte aux bailleurs d'informer les membres de l'Alliance sur le projet, et sont membres du COPIL du projet où elles coordonnent la mise en œuvre, la bonne gestion administrative et financière et le Suivi-Évaluation-Capitalisation du projet. Un poste dédié de secrétaire technique du réseau chargé.e de coordonner la gouvernance et les activités d'animation de la vie de réseau a été prévu dans cette phase.
 - **Le Comité de Pilotage (COPIL)** rassemble les deux équipes de gestion (Asmade, RAES, SOS/JD, Equipop), le ou la secrétaire technique du réseau, ainsi que deux à trois membres contributeur.rice.s internes et/ou externes au réseau (par ex. RIJES et AJCAD en tant que membres élus du bureau). Il coordonne les interventions du projet global avec les diverses parties prenantes et en particulier avec les Leads Pays et les GTT ; met en oeuvre le Suivi-Évaluation-Capitalisation inclusif du projet ; assure le respect du calendrier et de l'intégration des approches genre/droits humains/Jeunes ; coordonner la remontée des informations terrain relatives aux activités du projet (rapportages narratifs et financiers nationaux, produits de communication, de plaidoyer et de capitalisation, etc) ; informe et rend compte régulièrement aux membres d'Alliance.
 - **Quatre groupes de travail thématiques (GTT)** assurent, en appui à l'équipe projet, l'orientation stratégique, l'appui et le renforcement technique des membres du réseau en charge de la mise en œuvre des activités du projet relatives à leurs thématiques aux niveaux nationaux et supranationaux, ainsi que leur suivi-évaluation. Chaque GTT (Communication/Visibilité, Plaidoyer/Actions collectives, DO/Gouvernance/MR, Capit/Gestion des connaissances) est composé d'une OSC représentant chaque pays membre du réseau. Chaque GTT comprend également un membre du COPIL dont le rôle est d'assurer la cohérence des plans d'actions déclinés par les GTT, avec les orientations globales du projet. Chaque GTT comporte 1 lead et 1 co-lead, désigné.e.s par les membres du GTT. Le groupe organise son fonctionnement (périodicité des rencontres, plan d'actions, TDR des activités...) de manière autonome, et rend compte périodiquement au COPIL. Les GTT collaborent étroitement avec les Leads Pays et les OSC de l'équipe de coordination qui sont chargés de coordonner et opérationnaliser les activités du projet, en coopération avec les autres membres du réseau au niveau national.
 - **Les Leads pays** sont différents des **Référent.e.s Alliance Pays**. Les Référent.e.s Alliance Pays sont désigné.e.s dans le cadre de la gouvernance globale du réseau, en dehors de tout projet. Mais il peut arriver que les deux fonctions soient assurées par la même OSC dans un pays. Les Leads pays dans le cadre du projet Alliance Transformative ont été désigné.e.s consensuellement par chaque branche nationale de l'Alliance, dans le cadre de l'exécution du

projet uniquement. Ce sont CÉRADIS au Bénin, SOS/JD au Burkina, MESSI en RCI, AJCAD au Mali, LAFIA MATASSA au Niger, et JED au Sénégal, cf. également tableau ci-dessus). Ils.Elles sont chargé.e.s de **coordonner et mettre en œuvre les actions collectives du projet, la vie et le positionnement du réseau aux niveaux nationaux** : rencontres régulières, MR, participation aux évènements locaux, actualisation du répertoire des pratiques inspirantes et du mapping des expertise/ressources des membres nationaux, collecte des informations et ressources des membres nationaux pour l'alimentation du centre de ressources et autres documents du réseau, (répertoire contacts, actualités pays...), etc. Les Leads Pays sont également responsables du **rapportage périodique et de la gestion administrative et financière des fonds** qui leur sont confiés pour le compte de l'ensemble des membres du réseau dans le pays dont ils assurent le Lead.

c) **Personnel principal et permanent affecté au projet**

Personnel d'Equipop affecté au projet :

Equipop avait prévu d'affecter à ce projet 4 équivalents temps plein sur la durée de l'action répartis sur une dizaine de personnes pour assurer le soutien technique thématique et méthodologique (Expertise genre, DSSR, droits humains, approches orientées changement, développement organisationnel et appui administratif et financier), des fonctions supports liées aux missions de cheffe de file (responsable de projet, spécialistes administratif et financier) ou aux activités opérationnelles du réseau (communication, plaidoyer, animation de GTT).

Personnel d'Asmade affecté au projet :

Au sein d'ASMADE, environ 5 équivalents temps plein avaient été budgétés répartis sur entre responsabilité de projet et coordination, plaidoyer, communication, suivi évaluation, gestionnaire financier et administration.

Personnel de SOS JD affecté au projet :

Au sein de SOS JD, un équivalent temps plein avait été prévu

II. L'évaluation

2.1. Justification de l'évaluation

2.1.1. Origine de la demande et attentes des parties prenantes

Cette évaluation est contractuelle vis-à-vis du co financeur principal, l'Agence Française de Développement qui a donné un avis de non objection sur ces termes de références et elle est commanditée et coordonnée par Equipop en concertation avec les membres de l'Alliance et en premier les membres du comité de coordination. Si elle intervient dans le cadre d'un processus classique d'évaluation externe de fin de projet, elle coïncide également avec les 10 d'existence du réseau Alliance Droits et Santé qui est soutenu pour la troisième fois par l'AFD et revêt des enjeux particuliers dans un contexte où non seulement l'aide bilatérale et multilatérale au développement et

à la solidarité internationale diminue drastiquement mais aussi dans lequel les espaces civiques se restreignent.

Plus spécifiquement en terme de financement d'actions internationales avec la réélection de Donald Trump à la présidence américaine, nous assistons déjà au démantèlement de l'aide publique au développement des Etats-Unis, un des plus gros pourvoyeur de financement notamment en matière de santé ; l'administration Trump a déjà annoncé le retrait du pays de l'OMS, a quasiment fait disparaître l'USAID et pourrait stopper ou très fortement diminuer sa contribution au Fonds Mondial Tuberculose, Vih Sida et Paludisme. Dans le même temps, la France à la suite et dans la lignée d'autres pays européens en raison de difficultés budgétaires a déjà diminué de 40 % son budget d'APD / SI. Alors que l'aide au développement et à la solidarité internationale passant par les ONGs occidentales mais aussi par les ONG des pays en développement bénéficiaires n'avaient cessé d'augmenter, on assiste à une situation inédite.

Par ailleurs on assiste également à une restriction des espaces civiques dans de nombreuses régions du monde notamment en Afrique de l'Ouest avec l'avènement de régimes militaires suite à des coups d'états qui mettent à mal la démocratie (Mali, Niger, Burkina Faso ; 3 pays concernés par l'action) et le phénomène mondial de backlash en réaction notamment aux mouvements "Me too" et de montée des conservatismes qui n'épargne pas l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, concerné par l'action) ¹¹.

Dans ce contexte qui risque d'être dramatique pour la santé et notamment la santé sexuelle et de la procréation des filles et des femmes, la lutte contre les VSS et les droits, **l'évaluation doit s'inscrire dans une temporalité qui dépasse le temps strict du projet Alliance Transformative (2022 - 2025) et doit permettre au réseau, ses membres et ses PTF d'obtenir une analyse différenciée et comparative des différentes dynamiques, pratiques, méthodologies mises en oeuvre pour renforcer le DO de ses membres, l'action collective, l'expertise du réseau depuis 10 ans afin de mettre en avant celles qui ont été les plus efficaces et qui peuvent être les plus porteuses dans le nouveau contexte actuel.** De façon générale également, il est attendu que l'évaluation porte un regard sur les nombreuses actions de mobilisation citoyenne et politique mises en oeuvre collectivement au niveau des 6 pays d'intervention et au niveau régional.

Dans un contexte où les ressources financières sont et seront de plus en plus difficiles à mobiliser et où les thématiques indispensables aux transformations sociales travaillées par le réseau pour la promotion des DSSR, la prévention des VSS et l'égalité de genre et les droits des femmes deviennent de plus en plus difficilement abordables ouvertement, **il y a un vif intérêt à ce que l'évaluation nous aide à mettre en avant les plus grandes forces du réseau, les résultats et impacts des actions les plus convaincantes pour cibler l'efficacité afin de relever au mieux les défis qui se présentent à lui et ses membres.**

Nous estimons que ce réseau, un des seuls sur les thématiques de DSSR, égalité de genre, lutte contre les VSS en Afrique de l'Ouest et qui couvre les pays de l'Alliance Sahel avec des membres issus des mouvements de jeunes, des mouvements de femmes et pour la défense et la promotion des droits des femmes et spécialistes des DSSR a sa place dans le paysage et ce d'autant plus dans le contexte inédit que nous vivons et aux côtés des mouvements féministes. L'action collective et transnationale qui permet de porter des sujets sensibles sans s'exposer directement nationalement nous semble indispensable pour maintenir les acquis en termes de DSSR et prévenir une dégradation en ce qui concerne les VSS envers les femmes et les filles. Nous attendons également de cette évaluation des recommandations sur les aspects à privilégier et valoriser pour la suite à partir de ses

¹¹ [Droits des femmes : combattre le backlash - Recommandations pour la politique étrangère française](#), Equipop & Fondation Jean Jaurés

forces en prenant en compte ses faiblesses pour continuer à porter une voix spécifique pour la priorisation des DSSR, l'égalité de genre et la lutte contre VSS.

2.2 Objet de l'évaluation

2.2.1. Délimitation de l'action à évaluer

Au regard des actions et des résultats d'Alliance Transformative mais aussi des dynamiques en oeuvre depuis sa création, il s'agit globalement de mesurer dans quelle mesure et comment Alliance Droits et santé est en chemin ou est devenue, selon sa vision de changement, "un réseau d'organisations performantes, porteuses de dynamiques innovantes et de changements sociaux favorables à l'avènement d'un monde où les femmes et les filles d'Afrique de l'Ouest jouissent d'une santé sexuelle et reproductive épanouie et où leurs droits sont garantis, qui encourage les populations (y compris les femmes et les filles) à mieux participer aux changements, tout en jouant un rôle déterminant dans la mobilisation sociale et politique en faveur des DSSR, de l'égalité et de la lutte contre les VSS".

Plus spécifiquement, il s'agira d'analyser et de documenter les valeurs ajoutées et la contribution respectives à l'atteinte de cette vision de 2 axes particuliers :

- 1/ **le développement organisationnel** des membres (21 au total) à l'oeuvre depuis le début du réseau à travers le fonds DO et la méthodologie SCAN propre à Equipop-Alliance adaptée à des outils de EFQM¹²
- 2/ **le soutien à l'action collective** des membres et du réseau aux niveaux national, régional et international via l'appui à la mise en oeuvre de trois campagnes d'envergure régionale de plaidoyer et de communication déclinées au niveau national, l'incubation - mise en oeuvre - financement de 6 projets nationaux "Change Lab", l'appui à la mise en oeuvre de 6 actions collectives nationales dans le cadre du fonds Actions Collectives d'Alliance Transformative.

Il s'agira également de voir si et comment les activités permises dans ces axes dans le cadre des projets successifs ont permis ou permettent au réseau et à ses membres d'augmenter leurs ressources et de les diversifier, d'améliorer le taux d'acceptation des demandes de financements via l'amélioration des demandes de financement (fonds et formes) et d'être davantage sollicité pour participer à des instances de concertations, des révisions de programmes nationaux de santé, droits des femmes, violences contre les VBG, lors de colloques régionaux ou internationaux en raison de leurs expertises spécifiques.

Enfin, il s'agira d'apprécier si et comment la méthodologie AOC a été appropriée par les membres, en particulier à travers le dispositif APPINNOV, et en quoi elle a été un levier de réflexion sur les rapports de pouvoir, l'empouvoirement, l'inclusion. Il pourra également être pertinent de voir si et comment cette méthodologie alliée à l'intégration du genre a diffusé au-delà des activités du réseau et des projets successifs dans les pratiques organisationnelles et opérationnelles des membres et dans quelles mesures les membres sont aujourd'hui outillés pour contribuer à faire rempart au backlash et à la restriction des espaces civiques et avec quelle marge de manoeuvre.

2.2.2. Questions que se posent Equipop et les membres du réseau

¹² European Foundation for Quality Management / Fondation européenne pour la gestion de la qualité

Pour répondre à ces axes, des questions spécifiques peuvent être formulées et adressées aux niveaux membres Alliance, groupe Alliance pays et Réseau. Les approches par type de structure membre (association / mouvement de jeunes, association / mouvement de défense des droits des femmes, association techniciennes DSSR) mais aussi par groupe de pays (Burkina Faso, Mali et Niger faisant maintenant partie de l'Alliance des Etats du Sahel -AES- et Bénin, Sénégal et Côte d'Ivoire qui sont toujours membres de la CEDEAO) peuvent être également pertinentes notamment dans une perspective prospective.

Développement organisationnel et empouvoirement (accompagnement Equipop et entre membres)

- Comment chaque membre apprécie-t-il l'accompagnement DO dont il a bénéficié depuis la création du réseau ? Quels sont les Projets d'amélioration prioritaires - PaP (cf. 1.2.4 pour la description des PaP) qui ont eu le plus d'effets et d'impact sur leur structure ? Est-ce que et comment (selon eux et selon l'équipe d'évaluation) cet accompagnement DO sur la durée a contribué au développement de la structure, au maintien de sa stabilité, à passer d'éventuels caps difficiles ? Que représente pour eux le label Ampli (cf. point 1.2.2 pour sa description) ? Comment l'accompagnement a évolué au cours des 10 dernières années ? Quelles sont les limites du dispositif actuel et comment pourrait-il être amélioré ? En quoi le DO a contribué à améliorer leurs pratiques internes ?
- Au-delà du DO, quels apports du réseau / des projets Alliance et de l'accompagnement en termes de renforcement des capacités (en mobilisation des ressources, intégration des approches genre, jeunes, AOC, design thinking) ont été les plus pertinents et ont amené le plus de changement organisationnellement et opérationnellement. Des pratiques et modes d'intervention expérimentés dans le cadre d'Alliance Transformatrice et des projets précédents sont-elles reprises dans d'autres projets individuellement et collectivement et si oui lesquelles et pourquoi ? Observe-t-on des tendances différentes selon la nature de l'OSC, sa dimension, le fait qu'elles ont été fondatrices ou pas, porteuses de financement pour le réseau (ASMADE, SOS JD dans Alliance transformatrice mais aussi précédemment)

Actions et dynamiques collectives

- Qu'est-ce qui favorise les modalités d'agir ensemble au niveau national et régional ?
- Qu'est-ce qui explique la formation ou pas de collectifs en fonction des contextes nationaux ? Y a-t-il ou apparaît-il une dynamique spécifique entre les pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) ?
- Quels sont les principaux apprentissages à tirer des dynamiques pays ?
- Qu'est-ce que les OSC ont gagné / gagnent en se constituant en collectif ?
- Comment fonctionne la complémentarité entre OSC techniciennes, jeunes et femmes ? Comment s'opérationnalise-t-elle ?
- Quelles sont les dynamiques, habitudes et bonnes pratiques qui ont été mises en oeuvre, consolidées ou créées dans le cadre des actions collectives (nationales et régionales) du projet Alliance Transformatrice et des précédents ? Qu'est-ce qui les favorise ? Quelles sont les conditions selon les membres et les parties prenantes pour qu'elles perdurent ?
- Est-ce que des dynamiques collectives transnationales entre OSC de même type (jeunes, femmes, techniciennes) se sont créées spécifiquement ? Si oui, pourquoi et qu'ont-elles permis ?
- Dans le cadre du projet et des précédents, quelle est la nature de la relation partenariale entre les membres, aux niveaux national et régional et comment a-t-elle évolué depuis la création du réseau ?

- Au-delà des actions collectives mises en œuvre directement, quelles sont les dynamiques collectives qui sont nées du réseau ? En termes par ex. de réponse commune à des appels à projet, de soutien entre pays / OSC pour porter des sujets de plaidoyer, pour pousser des sujets clivants, d'échanges d'expériences, de formation / renforcement de capacité croisées, de mutualisation de supports, ressources
- Comment apprécier l'évolution du/des collectifs, des dynamiques réseau au cours des 10 dernières années ?

Forces du réseau et recommandations pour qu'il continue à porter une voix spécifique pour la priorisation des DSSR, l'égalité de genre et la lutte contre VSS et contribue à faire rempart au backlash

- Quelles sont les spécificités / avantages comparatifs du réseau Alliance Droits et Santé par rapport à d'autres en Afrique de l'Ouest ?
- Quelles sont ses plus grandes forces et comment les pérenniser ?
- Quelles sont les pratiques organisationnelles, opérationnelles (type d'actions de mobilisation, méthodologies d'intervention, approches genre, droits humains, suivi évaluation orienté changement, mise en place de fonds de redistribution dont la gouvernance et le fonctionnement sont décidés collectivement), de partage et de production de connaissances expérimentées par le réseau qui semblent les plus efficaces plus porteuses dans le contexte actuel ?
- Sur la base de ces points forts mais aussi des faiblesses et des aspects qui pourraient être renforcés, quelles orientations stratégiques en termes de développement général, de gouvernance et de position / rôle d'Equipop, de mobilisation et diversification des ressources, d'opérations, de visibilité des thématiques pourraient être formulées pour que le réseau puisse poursuivre son développement et sa mission dans les années à venir.

2.3. Méthodologie

2.3.1 Éléments de la mission

Le prestataire a la charge de mener l'évaluation d'Alliance Transformative dont la fin coïncide également avec les 10 ans d'existence et d'actions du réseau Alliance Droits et Santé et la fin d'un troisième financement de l'Alliance par l'AFD via Equipop. Il y a donc également un enjeu à considérer les évolutions du réseau et de ses pratiques et actions depuis 10 ans comme explicité dans les parties 2.1 et 2.2. Le commanditaire et ses partenaires mettront donc à disposition du prestataire les documents relatifs au projet alliance transformative mais également les documents relatifs aux projets précédents (documents de projets, rapports, productions).

Étant donné la nature du projet, les approches mises en œuvre et les objectifs poursuivis, la méthodologie d'évaluation attendue est largement qualitative.

Les 6 pays que couvrent le projet et l'Alliance ainsi ses 21 membres ouest africains sont directement concernés par l'évaluation. Des rencontres en présentiel dans au moins deux pays (Côte d'Ivoire où il y a 6 membres et au moins un autre à préciser au moment du cadrage). Si les calendriers le permettent, le prestataire pourrait également participer à un atelier avec une grande partie des membres à l'occasion d'une rencontre de fin de projet.

Au niveau individuel, au sein de chaque association membre les personnes à impliquer sont celles qui participent aux activités du projet mais aussi les directions. Dans certains cas, il pourra même être pertinent de rencontrer ou d'échanger avec des personnes qui étaient là au début du réseau et qui ont changé de structure. Le commanditaire et ses partenaires mettront le prestataire en contact avec ces personnes.

Au niveau pays, les associations Lead Pays et les Alliances pays représentantes des entrées incontournables.

Les instances de gouvernance du réseau peuvent aussi être considérées comme une entrée spécifique et pertinente pour certains aspects de l'évaluation.

Les GTT (groupe de travail thématique) qui réunissent des représentants de chaque pays et Equipop sont un cadre pertinent pour ce qui concerne les activités du projet.

L'ASMADE qui gère et porte une partie du projet via le cofinancement d'Amplify Change est une structure interlocutrice spécifique par rapport aux autres.

Au sein d'Equipop, l'équipe projet actuelle ainsi que toutes les personnes ayant contribué à la création de l'Alliance et aux phases précédentes peuvent être interrogées.

Selon les pays et les études de cas qui pourront être réalisées sur des aspects spécifiques, des partenaires des membres, des bénéficiaires d'actions, des décideurs / cibles de plaidoyer pourront être rencontrés / interrogés.

2.3.2 Calendrier indicatif de l'évaluation et livrables attendus

La prestation est prévue sur une durée de 4 mois maximum (de fin août / début septembre 2025 à mi-décembre 2025) avec comme calendrier indicatif :

- Lancement de l'appel d'offre : 10 juillet (sélection d'une équipe avant fin août)
- Réunion de cadrage en équipe réduite : avant mi-septembre
- Partage de la note de cadrage (méthodologie et outils de collecte) : avant fin septembre
- Réunion de cadrage avec le COPIL du projet : 1^{ère} semaine d'octobre
- Mission de collecte : de mi-octobre à mi-novembre (dont 2 déplacements, l'un en RCI, le second dans un pays à définir) – cette période peut être plus courte selon le dispositif proposé
- Remise trame et principaux contenus du rapport d'évaluation provisoire : 20 novembre
- Retour sur la trame et les principaux contenus du rapport provisoire : fin novembre
- Remise rapport final provisoire et restitution échanges avec le COPIL : 10 décembre
- Remise rapport final définitif avec un résumé de 10 pages et un PPT : 20 décembre
- Restitution aux partenaires et PTF : fin décembre

2.3.3. Rôle du-de la commanditaire et de ses partenaires

En tant que commanditaire, Equipop a pour rôle d'organiser et de s'assurer du bon déroulement de l'évaluation selon les étapes et actions définies. Elle est chargée du recrutement et de la contractualisation avec les évaluateurs-trices. Elle facilitera la prise de contact avec les membres du réseau et les partenaires. Equipop doit aussi faciliter le travail de collecte des données documentaires à l'équipe d'évaluation en mettant à disposition les documents nécessaires à leur travail.

Dans une dynamique de partage d'expérience et de gouvernance partagée du projet, le COPIL du projet fait office du COPIL de cette évaluation externe. Les rôles dévolus au copil sont notamment de

finaliser les TDR et les questions évaluatives, d'appuyer Equipop dans la sélection de l'équipe de consultant.e.s puis son cadrage. Le copil sera également le premier à faire des retours sur les résultats préliminaires présentés par l'équipe. Les membres d'Alliance Droits et Santé sont et seront informés via le COPIL et dans le cadre des réunions de projet, le rôle et l'investissement attendu de chacun.e seront précisés collectivement.

2.4. Moyens

2.4.1. Humains : expertise recherchée

Dans le cadre de cette évaluation, Equipop recherche une équipe de consultant.e.s (à minima un binôme), composée de consultant.e.s internationaux.les et de consultant.e.s résidant dans un des pays de l'action.

Ils.elles devront correspondre au profil suivant :

- ✓ Une expérience significative en évaluation de projets pluriacteurs.rices de promotion de la santé et notamment des DSSR (méthode participative) ;
- ✓ Une expérience dans la conduite de démarches de capitalisation (dimension apprentissage pour Equipop et ses partenaires)
- ✓ Une connaissance en matière de développement organisationnel et technique des OSC de taille intermédiaire
- ✓ Une connaissance d'un ou plusieurs de ces domaines : Genre et santé, violences sexistes et sexuelles, démocratie en santé, approches féministes, sociologie ou anthropologie ;
- ✓ Des compétences rédactionnelles reconnues
- ✓ Une connaissance des approches orientées sur l'analyse du changement des acteurs.rices (théorie du changement, AOC, mesure de l'utilité social...)
- ✓ Une connaissance des méthodologies du design thinking et des compétences en gestion de l'interculturalité seraient appréciées ;
- ✓ Une connaissance des contextes Ouest-Africain, des mouvements de jeunesse, de femmes, OSC ainsi que des réseaux de la région.

2.4.2. Financiers

Le plafond du budget de l'évaluation est fixé à **30 000 Euros avec une estimation de 40 jours travaillés** (pour la chef.fe de mission et les consultant.e.s associé.e.s).

Ce budget inclut également :

- les per-diems,
- les déplacements internationaux en Côte d'Ivoire et dans un autre pays concerné par le projet
- les frais de communication/reproduction,
- les frais de déplacements nationaux,
- les frais de réunions d'échanges avec les partenaires et autres parties jugées nécessaire pour l'activité,
 - les frais logistiques pour l'organisation de l'atelier de restitution/validation du rapport

2.5. Critères d'évaluation des offres

Les critères suivants seront privilégiés lors de l'évaluation des propositions :

- Compréhension des enjeux (projet, dimensions de l'évaluation capitalisation) : 20%
- Composition de l'équipe : 20%
- Expérience dans des projets similaires (multi- pays et rétrospectif) : 10%
- Proposition méthodologique : 30 %
- Proposition financière honoraires et budgétisation prévisionnelle des déplacements et frais de réunions, focus group, etc : 20 %

2.6. Pour postuler

Les dossiers de réponse doivent contenir entre 12 et 25 pages (sans les CV) et comprendre :

1/ Une offre technique incluant :

- une note méthodologique ;
- les CV détaillés des consultant.e.s ;
- Exemple(s) de travaux précédents, publications en lien avec la thématique de l'étude
- ID (identité) physique et fiscale du soumissionnaire (copie carte d'identité ou copie du registre de la chambre du commerce et du Numéro d'identification fiscal et si applicable, preuve d'assujettissement à la TVA) ;

2/ Une offre financière détaillée : honoraires avec répartition en jour/ personnes / activités par membre de l'équipe ; frais de déplacements (transports / per diem), frais d'organisation de réunions avec les parties prenantes, communication

Les dossiers sont à envoyer par mail aux adresses électroniques suivantes : dominique.pobel@equipop.org et fatim.diallo@equipop.org avec l'objet "**Evaluation-capitalisation Alliance Transformative**", au plus tard le 17 août 2025.

Annexe 1 / Liens vers les fiches de capitalisation des projets Change Lab

Fiches de capitalisation des 6 projets incubés et mis en oeuvre dans le cadre du projet Change Lab

Série : L'Empouvoirement des jeunes pour une approche transformative des DSSR - Change Lab
[Introduction](#)

<https://equipop.org/wp-content/uploads/2022/10/Fiche-Capitalisation-Generique.pdf>

SÉNÉGAL – «WOOMAL ELEGU NDAWYI» - Mobilisons les ressources pour les DSSR des jeunes
<https://equipop.org/wp-content/uploads/2022/10/Senegal-Fiche-Capitalisation-A3.pdf>

NIGER – LA VOIX DES JEUNES FILLES - Valoriser l'expertise pour amplifier le changement
<https://equipop.org/wp-content/uploads/2022/10/Niger-Fiche-Capitalisation-A3.pdf>

MALI – #MASANTÉMONDROIT - Amplifier la voix des Sans-Voix pour accélérer le changement politique
<https://equipop.org/wp-content/uploads/2022/10/Mali-Fiche-Capitalisation-A3.pdf>

CÔTE D'IVOIRE – MA RÉALITÉ - L'audit social : jeunes engagé·e·s pour la qualité des services de santé
<https://equipop.org/wp-content/uploads/2022/10/Cote-dIvoire-Fiche-Capitalisation-A3.pdf>

BURKINA FASO – « SENDA YA FOO »

“Et si c'était toi” : comprendre pour pouvoir dénoncer les violations de droits

<https://equipop.org/wp-content/uploads/2022/10/Burkina-Fiche-Capitalisation-A3.pdf>

BÉNIN – #ONDOITAGIR - La photo et le dessin, outils de revendication politique

<https://equipop.org/wp-content/uploads/2022/10/Benin-Fiche-Capitalisation-A3.pdf>

